

Quelles démarches et processus développer pour élaborer efficacement des politiques et instruments fonciers adaptés, reconnus et effectivement mis en œuvre par les acteurs dans les territoires ?

Que retenir des trajectoires des politiques de sécurisation du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest et du Centre ?

Bernard BONNET, Chargé de programme développement pastoral, pôle Acteurs Ressources et Territoires de l'Iram

Problématique. L'évolution récente du cadre des politiques publiques se traduit par un soutien marqué aux systèmes pastoraux dans les plus grands pays pastoraux d'Afrique sahélienne comme le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad. Dans ces pays, s'observe une trajectoire d'évolution importante des perceptions et une prise de conscience assez générale des États, de leurs partenaires financiers. L'engagement d'une large part de la société civile est aussi une caractéristique de ces dynamiques de réforme des réglementations du foncier agro-pastoral. Cette présentation s'intéressera à la compréhension des enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux du pastoralisme sahélien, ainsi que des jeux d'acteurs qui ont favorisés l'avancement ou le blocage de ces processus de rénovation des politiques foncières en lien avec le pastoralisme mobile.

Expérience sur la base de laquelle l'analyse présentée s'est construite. Dans le cadre d'un travail réalisé pour le Comité Technique Foncier et Développement en 2020, une analyse comparée de ces dynamiques a été menée sur trois pays traversés par la mobilité pastorale : le Niger, le Tchad et le Nigeria.

Principaux résultats et conclusions de la communication. On s'interrogera sur les facteurs d'émergence et d'évolution des politiques de développement pastoral incluant le foncier (sécheresses, mobilisation des organisations pastorales, etc.). Quelques points d'analyse comparée de ces trois trajectoires seront mis en évidence : (i) La transition foncière est engagée de manière assez différente dans ces trois contextes avec une asymétrie croissante entre les politiques foncières du Niger et du Nigeria ; (ii) Le rôle et la responsabilité de l'Etat dans l'anticipation et la gestion de la transition foncière ; (iii) L'importance des liens sociaux intercommunautaires dans l'absorption de la pression à la terre et dans la conflictualité des rapports aux ressources pastorales ; (iv) Le rôle majeur des coalitions, des synergies d'acteurs notamment de la société civile pour assurer un portage politique de ces réformes ; (v) La question de la mise en œuvre effective des nouvelles réglementations, à travers la mise en place d'instances foncières déconcentrées et des modalités de contrôle de la bonne application des textes et de la gouvernance responsable de l'accès aux ressources.

Mots clefs Foncier pastoral | Politiques publiques de développement pastoral | Systèmes pastoraux | Mobilité des troupeaux

Journée thématique :

Processus d'élaboration des politiques foncières agropastorales

COLLOQUE RÉGIONAL - N'DJAMÉNA, 23-25 NOVEMBRE 2021

Sécuriser le foncier agro-pastoral et prévenir les conflits agro-pastoraux en Afrique du Centre et de l'Ouest

